

## Thèses

(23 mars 1925)

---

Source: *Cahiers du bolchevisme* n°18 du 1<sup>er</sup> mai 1925 (Tribune de discussion, pages 1177-1186).

---

Quand le camarade Calzan m'offrit, il y a quelques semaines, six ou huit pages des "Cahiers du bolchevisme" pour y exposer mes opinions, je répondis textuellement:

"Si celui-ci (le Bureau Politique) reprenait à son compte la proposition, j'en ferai bien volontiers l'examen, car sa démarche poserait la question non pas seulement d'une collaboration personnelle, occasionnelle et limitée, mais de la libre expression dans le Parti et sa presse intérieure des idées de ce que vous appelez la Droite.

Quelques jours plus tard, Calzan, au nom du Bureau Politique, me confirmait sa première lettre sans aborder toutefois le problème soulevé par ma collaboration de faveur.

Je devais donc le résoudre au mieux des intérêts du Parti que je ne sépare pas au triomphe des idées de la prétendue droite.

Exposer, dans une improvisation hâtive plus ou moins heureuse, mes conceptions personnelles sur la situation du communisme international et du Parti français, c'eût été non seulement faire œuvre vaine, mais œuvre nuisible.

Il importait, au moins au début et du fait que j'étais seul autorisé à critiquer largement dans les "Cahiers" la politique de la direction du Parti, de ne présenter qu'un ensemble de vues préalablement soumises au feu de la discussion et à l'examen réfléchi des camarades qui ont cru que nos interventions de Clichy<sup>1</sup> mériteraient autre chose que l'invective et l'anathème.

Ce n'est donc pas une œuvre individuelle que les militants trouveront ci-dessous, mais bien une œuvre collective, œuvre encore incomplète, mais qui exprime cependant l'essentiel de notre pensée.

Ce n'est d'ailleurs pas une mince satisfaction pour nous que de constater qu'à la tête de l'Internationale des voix autorisées s'élèvent et marquent leur accord sur certains points de notre thèse.

Si nous avons eu besoin d'encouragements, nous les aurions trouvés dans les symptômes déjà très perceptibles d'une évolution de la politique générale de l'Internationale.

La claire conscience de travailler pour le Parti et la révolution nous suffit.

F. LORIENT.

## Thèses

Depuis le V<sup>e</sup> Congrès mondial un malaise ne cesse de grandir dans le Parti communiste français. Des malaises semblables travaillent nombre de sections de l'Internationale.

En France, ce malaise s'est manifesté surtout: par un affaiblissement de l'activité politique du Parti, tout entier adonné à des tâches d'ordre intérieur; par de graves atteintes aux principes du Centralisme Démocratique; par des exclusions dont l'Internationale elle-même a dit qu'elles auraient pu être évitées; par l'interdiction de la critique et de la discussion; par la multiplicité, l'incohérence, le faible rendement des mots d'ordre; par la faiblesse de la vente et du niveau général de l'Humanité.

Tout ceci revient à dire que le Parti s'éloigne des masses au lieu de s'en rapprocher.

La Direction du Parti a fait faillite. Elle s'est avérée incapable de diriger un grand Parti de masses. Elle s'est même trouvée incapable de tracer la ligne directrice du Parti, elle n'a pas osé publier de Thèses sur la situation nationale et internationale, sur l'organisation et la tactique du Parti.

Dans la carence des dirigeants, c'est donc aux militants du rang qu'il appartient de faire entendre leur voix.

C'est dans cet esprit que ces thèses sont présentées au parti et à l'Internationale. Certaines questions qui n'ont pu y trouver place seront examinées plus tard dans d'autres thèses.

### **La situation internationale et les perspectives révolutionnaires**

Le début d'une phase démocratico-pacifiste a été signalé par le V<sup>e</sup> Congrès mondial comme le fait marquant de la situation internationale.

Dans quel sens la situation a-t-elle évolué depuis le Ve Congrès ? Et qu'est-il advenu de cette phase démocratico-pacifiste, qui n'est, au surplus, démocratique et pacifiste que de nom ?

En Angleterre, les élections ont ramené le Parti Conservateur au pouvoir. Mais le changement n'a pas été bien grand.: le gouvernement travailliste, gouvernement de minorité, né d'une situation parlementaire équivoque, n'a fait qu'expédier les affaires courantes de la bourgeoisie. Au demeurant les élections n'ont pas modifié le rapport de forces au détriment de travaillistes: ceux-ci ont, en effet, gagné un million de voix sur les libéraux.

En Allemagne le plan des experts est entré en application. Après l'échec du traité de Versailles, qui voulait rejeter sur les vaincus la totalité des charges de la guerre, le plan Dawes entend n'imposer l'Allemagne que dans la limite de ses capacités. Mais l'Allemagne devra payer tribut pendant des dizaines d'années, et comme c'est le prolétariat allemand qui, en définitive, supportera cette charge, le niveau de vie de ce prolétariat sera encore abaissé. Toutefois, dans la phase initiale de son

---

<sup>1</sup> Au IV<sup>e</sup> congrès du PCF, à Clichy en janvier 1925, Lorient et Dunois sont intervenus au nom de l'opposition (Note MIA).

application, le plan Dawes a bénéficié de la détente qui a suivi une période de misère exceptionnelle. Ainsi se sont renforcées les illusions démocratico-pacifistes fondées sur l'intervention du capital américain: elles ont eu leur expression dans les élections de décembre où les Partis du Centre se sont renforcés au détriment des ailes et où notre Parti a perdu près d'un million de voix.

Dans le sud de l'Europe, les gouvernements de dictature tentent de normaliser leur domination. Mussolini a été ébranlé mais non pas emporté par la crise consécutive à l'assassinat de Matteoti. Les échecs espagnols dans le Rif n'ont pas déterminé encore la chute, souvent annoncée, du Directoire militaire. Tzankov, en Bulgarie, maintient sa dictature sanguinaire. Patchich a réussi à se créer, à Belgrade, une faible majorité parlementaire.

En France, l'industrie excitée par la reconstruction des régions dévastées, et aussi par la baisse du franc, a traversé, ces derniers temps, une phase de prospérité. Pour la première fois, depuis un demi-siècle, l'exportation a dépassé l'importation. Les conditions d'existence du prolétariat français ne se sont pas sensiblement aggravées. Cependant l'augmentation du coût de la vie déprécie lentement la valeur des salaires. De même la baisse du franc accentue la tendance à l'appauvrissement des classes moyennes. Mais, si l'économie française est encore prospère, l'Etat succombe sous le fardeau d'une dette écrasante. La situation financière empire de jour en jour. La limite légale d'émission des billets de banque est atteinte. L'emprunt "de liquidation" a échoué. Les dépenses annuelles ne laissent au budget aucun excédent pour solder les échéances de Trésorerie. La Trésorerie manque absolument de disponibilités; elle en est réduite aux expédients (émission de chèques-contributions). Cependant, le Trésor doit rembourser, en 1925, vingt-trois milliards venant à échéance, sans parler de plus de soixante milliards d'effets du trésor à court terme, dont une panique empêcherait le renouvellement. La France est menacée du plus grand krach de l'histoire. La faillite ne pourrait être éludée que par deux moyens: l'application de mesures de fiscalité rigoureuses frappant les grandes fortunes, ou bien la mise en tutelle de la France par le capital américain.

La grande bourgeoisie ne se résignera à aucun de ses moyens; elle ne veut pas consentir les sacrifices considérables qui pourraient rétablir les finances de l'Etat, et elle ne veut pas abandonner une large part de ses profits au capital américain; elle se résoudra plutôt à une faillite dont le poids sera supporté par la petite bourgeoisie et par le prolétariat. Mais il faut éviter la faillite ouverte (annulation brutale ou conversion des titres de rente) qui provoquerait une effervescence dangereuse de la petite bourgeoisie. Il vaut mieux recourir à la faillite déguisée sous la forme de l'inflation, et dont la petite bourgeoisie et le prolétariat sont les victimes désignées.

C'est vers cette solution qu'incline la grande bourgeoisie de l'industrie lourde et de la finance; elle y voit le gage d'une politique d'expansion, et elle se promet de doser le remède à sa convenance.

Il faut voir dans l'avènement du Bloc des Gauches une tentative désespérée faite par la petite bourgeoisie et ne partie de la classe ouvrière pour écarter le fardeau de plus en plus écrasant dont les menace la dépréciation continue de la monnaie.

Mais il faudrait, pour que cette tentative ait des chances de succès, le concours des Etats-Unis. C'est vers ce capitalisme providentiel, vers cet impérialisme "démocrate" et "pacifiste" que s'orientent tous les espoirs de la petite bourgeoisie et d'une partie de la classe ouvrière.

L'assainissement de la situation financière de la France par le capital américain paraît moins probable que l'inflation, mais il équivaudrait à la mise en tutelle de la France par le capital américain; ce serait l'application d'un nouveau plan Dawes, une colonisation analogue à celle de l'Allemagne; et, en définitive, le prolétariat n'y gagnerait rien.

Dans son ensemble, la situation internationale n'a pas subi de changement essentiel depuis le Ve Congrès. Rien ne permet de conclure que la phase démocratico-pacifiste est terminée; mais nulle part elle n'a abouti à une consolidation du régime capitaliste dont l'existence reste instable et menacée;

Dans le monde d'après-guerre, en face de l'ancien privilège de l'Angleterre impérialiste, deux puissances bien dissemblables grandissent.

L'une est la Russie soviétique. En dépit des ruines que la guerre impérialiste, la guerre civile et le blocus ont accumulées sur son territoire, l'U.R.S.S. est grande par ce qu'elle représente d'espérance, d'héroïsme, de force à la fois révolutionnaire et créatrice. Un monde neuf est là, en train de naître, vers lequel se tournent avec confiance les déshérités de tous les pays. La Révolution russe est le plus grand événement historique depuis la Révolution française. Elle a fait de l'idéal socialiste un commencement de réalité.

La Russie soviétique est un élément inassimilable pour l'économie capitaliste; elle constitue une menace permanente à la domination du capital.

C'est ce qui explique l'acharnement de la bourgeoisie mondiale dans sa lutte implacable contre la Russie des Soviets, lutte qui prend successivement toutes les formes depuis l'intervention armée, jusqu'aux hostilités économiques et diplomatiques, sans qu'aucune de ces formes puisse jamais être considérée comme définitivement écartée. C'est à dire que l'U.R.S.S. n'est jamais en sécurité: elle doit pouvoir compter sur la vigilance du prolétariat international.

L'autre puissance est l'Amérique.

Cette puissance joue aujourd'hui dans le monde un rôle économique et financier prépondérant; le capital financier dont elle dispose est formidable; sa production de matières premières et d'objets manufacturés est, dans la plupart des domaines, sans rivale. Le capitalisme a trouvé là le refuge où la dictature de la houille et de l'acier demeure encore inentamée. Il y a aux Etats-Unis un réservoir immense de forces capitalistes entreprenantes et jeunes avides de se lancer sur le monde et de l'assujettir.

L'ambition de l'impérialisme américain est demeuré et comme, seul à cette heure, l'impérialisme britannique est en état de lui tenir tête, les deux impérialismes sont entrés en conflit.

Le conflit aboutira-t-il à une entreprise pacifique pour le partage des deux mondes? Une pareille entente ne saurait éliminer pleinement les oppositions d'intérêts qui divisent les deux impérialismes, elle n'aurait qu'une validité provisoire. Le conflit s'exaspérera sans doute jusqu'à la guerre. Cette guerre, véritablement mondiale, est-elle prochaine? Ce qui est sûr, c'est qu'une pareille guerre, si le prolétariat ne l'empêchait pas en prenant le pouvoir, amènerait, avec son cortège d'horreurs et de misères, la destruction d'un des deux impérialismes, sinon des deux, et précipiterait l'explosion de la Révolution universelle.

De la situation économique et politique que l'on vient d'envisager, aucune perspective d'avenir ne se dégage avec netteté.

Le problème se pose toujours dans les termes où il se posait devant le V<sup>e</sup> Congrès.

L'époque de la Révolution internationale est ouverte; quelles que soient les méthodes employées par la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir, qu'elle use de violence ou de conciliation, elle n'est plus en état de sauver la société capitaliste.

Mais le rythme selon lequel la Révolution se développera ne peut être déterminé avec certitude: ce rythme sera-t-il ralenti ou accéléré ? Le développement de la Révolution est-il momentanément différé, ou bien doit-il intervenir dans un temps assez court ? Il est difficile de le dire.

Il semble bien actuellement que de nouveaux progrès de la Révolution ne sont pas imminents. Depuis 1921 la bourgeoisie internationale tient en échec le mouvement révolutionnaire, et celui-ci vient de subir en Allemagne un recul qu'il serait imprudent de dissimuler.

Mais il serait d'une courte vue d'ajourner indéfiniment l'échéance révolutionnaire. Partout, et d'abord parmi les peuples asservis dans leur individualité nationale ou ethnique, les forces de la révolution sont à l'œuvre. Le vieux monde désorganisé est à la merci d'une rupture d'équilibre qui doit, par conséquent, être prévue. Un soulèvement colonial, par exemple aux Indes, en Egypte ou au Maroc, peut être, tout aussi bien que le krach financier d'une nation comme la France, l'étincelle qui propagera brusquement le feu de la Révolution.

Le Parti communiste mondial doit être prêt à adapter sa tactique aux deux éventualités.

De même la Russie soviétique doit faire cadrer les perspectives de son développement économique avec les perspectives révolutionnaires: si l'élargissement de la Révolution est imminent, elle peut escompter l'appui rapide des Républiques socialistes occidentales; mais si cet élargissement est différé, elle doit construire en comptant sur ses seules forces, et ainsi fera la démonstration pratique des bienfaits du socialisme, ainsi elle donnera aux ouvriers du monde une nouvelle et décisive impulsion révolutionnaire.

### ***Le fascisme***

Si le mouvement révolutionnaire n'a pas sensiblement progressé, la contre-révolution n'a pas non plus conquis de nouvelles positions.

Il est aussi faux de dire en France "le fascisme est là" qu'il est faux de dire "la Révolution est imminente".

Le fascisme est un des aspects les plus récents de la contre-révolution. Des phénomènes de nature fasciste ont été et sont observés dans de nombreux pays, mais le fascisme n'a trouvé qu'en Italie sa forme achevée. L'expérience des autres pays aide à dégager ce qui a un caractère universel dans la tragédie italienne.

Le fascisme est un instrument de guerre civile de la grande bourgeoisie à l'époque de la révolution prolétarienne.

Le fascisme est, par sa base sociale, un mouvement de classes moyennes. Ce mouvement est utilisé par la grande bourgeoisie pour la défense de ses privilèges, lorsque l'appareil de contrainte de l'Etat s'avère insuffisant devant la menace prolétarienne.

Mais pour traîner à sa remorque les classes moyennes et même une partie du prolétariat, la grande bourgeoisie est dans la nécessité de les tromper.

A cet effet le fascisme se pare d'une idéologie. Cette idéologie, empruntée tout entière au passé, précise le caractère contre-révolutionnaire et anti-prolétarien du mouvement fasciste: c'est, sous le couvert d'une certaine démagogie, une idéologie bourgeoise au service des intérêts de classe de la bourgeoisie identifiés avec l'intérêt national; elle est d'essence impérialiste, exalte le sentiment patriotique, les idées d'ordre, d'autorité, de discipline dans le cadre de la société capitaliste. Pleine de mépris pour les tendances démocratico-pacifistes, l'idéologie fasciste développe le goût des aventures belliqueuses, et, sous couleur d'entente entre le capital et le travail, s'oppose de toutes ses forces à la libération des travailleurs.

Pour briser le mouvement prolétarien, le fascisme a recours à la violence, et il organise ses troupes à cet effet.

Constitué en parti politique, il poursuit le but de tous les partis politiques: c'est de s'emparer du pouvoir (même et surtout par un coup de force). Puis, maître des organes de l'Etat de classe, le fascisme rétablirait la domination du capital.

Il s'ensuit que certaines conditions semblent nécessaires à l'avènement du fascisme:

1. Existence d'une menace révolutionnaire, et croyance généralisée à l'imminence de la révolution prolétarienne;
2. Insuffisance de l'Etat pour défendre les privilèges capitalistes contre la menace prolétarienne;
3. Mécontentement des classes moyennes (provoqué en général par l'aggravation de leur condition d'existence);
4. Inaptitude du Parti du prolétariat à utiliser ce mécontentement dans le sens de la révolution prolétarienne. A ce point de vue le fascisme est une réplique à la classe ouvrière qui tenterait de prendre le pouvoir, sans avoir conquis, ou tout au moins neutralisé, les classes moyennes en particulier, le fascisme peut profiter, dans certains pays, d'une sous-estimation de la paysannerie.
5. Organisation des classes moyennes en formations de combat offensives, décidées à l'action directe, d'abord pour briser la révolution prolétarienne, ensuite pour s'emparer du pouvoir.

Ainsi le fascisme est une forme récente et combative de la réaction politique et sociale, de la contre-révolution capitaliste: mais cela ne veut pas dire que partout et toujours, la réaction et la contre-révolution doivent revêtir désormais la forme du fascisme.

En Espagne, la dictature militaire, qualifiée souvent à tort de fascisme, n'est qu'une dictature réactionnaire qui trouve son point d'appui dans l'armée et qui ne présente aucun des caractères essentiels du fascisme.

En France, le fascisme n'existe actuellement qu'à l'état de menace;

S'il est absurde de dire que "*le fascisme est là*" au risque de le provoquer, il serait aussi absurde d'ignorer la menace et de négliger les prodromes du fascisme.

Mais il importe de ne pas confondre la menace avec le fait;

Sans doute après la manifestation Jaurès, la grande presse a-t-elle crié au péril, mais ses appels mal étayés par les faits n'ont pas réussi à convaincre *la majorité de l'opinion* de l'imminence de la révolution.

Sans doute, il existe en France de multiples organisations nationalistes et cléricales, mais la plupart ne présentent pas les caractères d'organisations fascistes. Ni Millerand, ni Castenau ne sont des Mussolini. Les organisations qu'ils dirigent doivent être impitoyablement combattues par le Parti communiste, non comme fascistes mais simplement comme réactionnaires.

C'est plutôt aux Unions Civiques que le Parti doit accorder une attention particulière. Ces formations à demi-occultes, utilisant les éléments déclassés de l'après-guerre (anciens officiers, etc...), visent à encadrer les classes moyennes pour intervenir dans les conflits du travail contre les salariés. Le développement de ces organisations s'effectue sans bruit. Peut-être dans certaines circonstances le fascisme pourra-t-il trouver là une base de recrutement et d'action.

Sans doute le mécontentement des classes moyennes provoqué par les charges que fait peser sur elles la dépréciation continue de la monnaie cherche-t-il une issue pour s'exprimer. Peut-être, après l'échec des illusions "de gauche", une partie de ces classes pourra-t-elle être attirée par le fascisme... Mais cette éventualité ne se réalisera qu'autant que le Parti communiste se montrera incapable d'entraîner les classes moyennes à la suite de la masse prolétarienne.

Ce n'est pas en présentant, comme fasciste tout ce qui n'est pas communiste que le Parti arrivera à conquérir les classes moyennes. Le résultat d'une pareille propagande sera de les écarter; et par surcroît, elle provoquera l'esprit de confusion dans les rangs du prolétariat.

Car une conception aussi simpliste renouvelle l'erreur autrefois combattue par Marx, selon laquelle, en face du prolétariat, toutes les classes ne formeraient *qu'une masse réactionnaire*. Cette erreur n'est pas, avec le temps, devenue vérité. Le prolétariat n'a pas en face de lui une seule classe, mais des couches sociales relativement différenciées et dont les intérêts économiques s'opposent souvent.

La grande question tactique qu'ait à résoudre aujourd'hui le Parti communiste, c'est précisément d'empêcher à tout prix la formation d'un bloc anti-prolétarien et contre-révolutionnaire qui irait du petit paysan au grand financier en passant par l'artisan, le boutiquier, le petit fonctionnaire et l'intellectuel.

Notre tâche est de porter la division entre ces éléments sociaux différents, d'empêcher les classes moyennes de laisser attirer dans la zone d'influence du grand capital, et d'isoler socialement et politiquement le grand propriétaire, le grand industriel et le grand financier, la féodalité moderne.

Il y a là tout un travail tactique de longue haleine dont on détourne le Parti quand on lui présente la grande et la petite bourgeoisie comme ne formant qu'une seule masse de réaction et de fascisme.

L'aboutissement concret de ce travail tactique doit être l'union autour du prolétariat, autour du Bloc Ouvrier et paysan, de toutes les couches sociales qui ont à souffrir de l'insolente domination du capital. Le prolétariat est appelé, en sa qualité de classe révolutionnaire, à prendre la direction de tous les exploités, de tous les opprimés. Ainsi la besogne de désagrégation doit se compléter par une tâche d'attraction et de rassemblement effectué par le Parti.

### ***La social-démocratie***

Quel rôle joue actuellement dans le monde la social-démocratie ?

Le Parti communiste ne serait pas en mesure de lui arracher les nombreux ouvriers qui subissent encore son influence s'il se faisait une idée fautive de sa nature et de son rôle.

Si la social-démocratie n'est, ainsi qu'on l'a prétendu, que *l'aile gauche du fascisme*, la partie composante doit suivre le sort de l'ensemble - la social-démocratie doit être traitée comme le fascisme. Dans cette hypothèse il est absurde et criminel de proposer à la première le front unique contre le second.

Mais cette assimilation de la social-démocratie au fascisme paraît insoutenable.

Tout d'abord la social-démocratie et le fascisme ont des bases sociales différentes; l'une est ouvrière, l'autre petite-bourgeoise.

Les deux armes dont la bourgeoisie est amenée à se servir alternativement, la violence et la "conciliation", ne sauraient être confondues. *L'avènement du fascisme implique l'échec de la social-démocratie: le fascisme ne grandit qu'à son détriment*. C'est-à-dire que *l'intérêt de la social-démocratie s'oppose à celui du fascisme*. La social-démocratie ne pourrait donc être fasciste qu'en renonçant à ce qui est sa raison d'être, en jouant le rôle du suicidé par persuasion.

Certes, la social-démocratie est incapable de lutter vigoureusement contre le fascisme. Si c'est cela qu'on a voulu exprimer en disant que la social-démocratie est l'aile gauche du fascisme, la complice du fascisme, c'est un argument de polémique indigne de figurer dans des thèses. Certes, la social-démocratie n'est pas capable de lutter vigoureusement contre le fascisme, car elle fait la politique de la bourgeoisie, elle participe à la gestion et à la défense de l'Etat bourgeois. Comment concevoir un conflit sérieux qui mettrait aux prises la force économique du capitalisme (la grande bourgeoisie instigatrice du fascisme et son appareil d'Etat, géré ou soutenu par la social-démocratie) ? La social-démocratie est condamnée par ses attaches avec la société capitaliste à la faiblesse et à l'irrésolution à l'égard du fascisme.

Ainsi la social-démocratie n'est pas *l'aile gauche du fascisme*: elle est, ce qui est tout à fait différent, L'AILE GAUCHE DE LA BOURGEOISIE. C'est à ce titre qu'elle doit être combattue. Mais il ne faut jamais manquer de dire que si la social-démocratie se comporte en fait comme l'aile gauche de la bourgeoisie, la faute en revient à ses chefs, agents du capital dans les rangs de la classe ouvrière; il ne faut jamais manquer de faire la distinction entre les chefs et les troupes qui les suivent.

Alors, le front unique n'est pas seulement possible, il est indispensable. Il faut le proposer sans cesse à la social-démocratie pour arracher les ouvriers abusés à la politique de collaboration avec la bourgeoisie.

### **L'organisation du Parti**

Le Parti communiste est organisé sur la base du centralisme démocratique.

Le principe du centralisme démocratique ne peut pas être codifié en règles rigides. La formule est assez précise pour ne pas permettre d'écarts trop grands, mais elle est assez souple pour s'adapter à la réalité révolutionnaire, changeante suivant le temps et le lieu: seules les circonstances détermineront, pour chaque période et pour chaque pays, la part qui revient au centralisme et celle qui revient à la démocratie.

La prédominance du centralisme donne à la Direction toutes les initiatives et tend à faire des militants du rang de simples agents d'exécution; elle doit être une exception motivée.

Vouloir imposer un centralisme rigoureux, si les circonstances ne le rendent pas nécessaire, c'est risquer de dessécher un parti, c'est l'isoler des masses qu'il doit conquérir, c'est en faire une secte sans influence et sans vie.

Il faut tendre, au contraire, chaque fois que les circonstances le permettent, à l'intervention de tous les membres du parti dans les décisions du parti, sans que jamais la discipline, qui permet d'appliquer les décisions prises, puisse être méconnue.

Le Parti communiste a besoin, pour accomplir ses tâches, d'une forte direction centrale, qui, coordonnant toutes les volontés, tous les efforts, impose à tous les membres la discipline dans l'action. Cette direction ne sera forte qu'à condition d'être politiquement homogène. Elle doit pouvoir disposer d'un appareil exécutif composé de praticiens spécialisés, véritables techniciens du mouvement révolutionnaire, en contact permanent avec la vie des masses, et non de bureaucrates au cerveau desséché qui stérilisent tout ce qu'ils touchent. Cet appareil n'échappera aux vices inhérents à tout appareil bureaucratique qu'en se soumettant au contrôle et à l'examen des organisations de base. Un parti communiste de masse ne peut être qu'une vivante démocratie prolétarienne où la discussion est d'autant plus libre que l'élection est davantage disciplinée.

Le Parti a rompu avec l'ancienne organisation par sections et lui a substitué l'organisation par cellules d'entreprises. Le Parti a manifesté par là son intention de se rapprocher des masses travailleuses dont la vie gravite autour de l'atelier: la cellule doit être la délégation du parti dans l'atelier.

La réorganisation du Parti sur la base des cellules était indiscutablement nécessaire, mais cela ne doit pas empêcher d'examiner si la cellule est apte à remplir toutes les tâches du parti.

La cellule est excellente pour l'agitation et la propagande, pour la diffusion et l'exécution des mots d'ordre venus du Centre.

Par contre, elle est souvent réduite à un effectif minime, elle manque de vie intérieure et par conséquent d'initiative créatrice. Qu'en faut-il conclure ? Est-il nécessaire, pour remédier aux insuffisances des cellules, d'avoir recours à un régime mixte où l'ancienne section jouerait un rôle à côté de la cellule ?

Non pas. Il suffit de savoir utiliser la nouvelle organisation du Parti.

Des assemblées générales de rayon viendront compléter le travail des cellules; dotées de pouvoirs délibératifs, elles devront se réunir chaque mois et se saisir de toutes les questions intéressant le Parti.

Le Parti ne devra pas craindre de prendre la parole: un parti silencieux n'est pas un parti bien portant et ne peut devenir un parti de masses.

Le Comité Central ne doit pas abandonner ses droits et ses responsabilités au Bureau Politique; il doit même réfréner la tendance de celui-ci à penser non seulement pour le Comité Central, mais pour le Parti tout entier; et d'abord, il faudra veiller à ce que ce soit le Comité Central qui nomme le Bureau Politique et non pas le Bureau Politique qui nomme le Comité central.

Le Comité Central doit combattre le dogmatisme, le verbalisme, l'automatisme dans l'action.

Une liaison plus intime du Centre avec le Parti doit être obtenue; elle est la condition de la liaison du Parti lui-même avec les masses.

L'*Humanité*, organe central, reflète, dans sa manière d'être, toutes les faiblesses, toutes les insuffisances, toutes les fautes du Parti.

Au lieu d'un grand organe ouvrier à l'usage des masses, l'*Humanité* est devenue un journal de secte, s'adressant à peu près exclusivement aux convaincus et aux convertis, et abusant impudemment par la violence et la grossièreté de ses polémiques, par la déformation qu'il fait subir aux faits de la crédulité qu'il prête, bien à tort, aux travailleurs.

Comme le Parti lui-même, l'organe central du Parti devrait s'attacher à servir d'intermédiaire et de lien entre le communisme et les masses. Il devrait attirer et retenir celles-ci en les intéressant et en les instruisant, en élevant leur sens de classe et le niveau de leur culture.

Pour gagner les masses, l'*Humanité* doit leur donner une information au moins égale à celle de la presse bourgeoise. Elle unira étroitement l'agitation politique à cette information.

Journal des ouvriers, l'*Humanité* devra exprimer la vie de l'usine avec le concours d'innombrables correspondants ouvriers. Mais la rupture des usines n'est pas faite pour insérer seulement les lettres des ouvriers qui sont d'accord avec le Parti. Une telle rubrique n'a rien de doctrinal; elle est ouverte à tous les ouvriers qui ont leur mot à dire dans le journal de la classe ouvrière, même s'ils ne sont pas "dans la ligne"; on en sera quitte pour réfuter les erreurs, le cas échéant. Ainsi se créeront les liens vivants qui doivent exister entre le Parti et sa classe.

Journal du parti, l'*Humanité* doit renseigner honnêtement les militants sur la vie du Parti. Le bourrage de crâne, la démagogie mensongère n'ont que trop duré, il est temps de faire confiance aux travailleurs en s'adressant à leur raison.

Le Parti communiste est un parti international. Sa section française est, comme les autres, soumise aux statuts, règlements, décisions de l'Internationale communiste, représentée dans l'intervalle des Congrès par le Comité Exécutif. Le grand progrès réalisé par l'I.C. sur la II<sup>e</sup> Internationale tient à ceci: au lieu de constituer une fédération de partis nationaux politiquement autonomes, elle constitue un seul parti mondial divisé en sections nationales dont l'autonomie se limite aux questions d'administration et de gestion. Toutes les sections de l'I.C. obéissent à la même discipline, et ni leur ligne politique, ni leur forme d'organisation, ni leur tactique ne peuvent être en contradiction avec celles de l'I.C.

Mais le centralisme démocratique s'applique aussi bien à l'Internationale qu'à chacune de ses sections. Ce sont les Congrès

mondiaux qui légifèrent. L'Exécutif applique les résolutions des Congrès et décide sur les cas d'urgence en prenant devant le Congrès suivant la responsabilité de ses décisions.

Les pouvoirs de l'Exécutif, pour considérables qu'ils soient, ne sont pas absolus. L'Exécutif ne doit pas disposer arbitrairement des sections nationales. L'Internationale est une démocratie centralisée où la discussion est libre tant que la décision n'est pas intervenue. Cependant les partis ont rarement, jusqu'à présent, exercé leurs droits. Ils se sont, trop souvent, surtout depuis le IV<sup>e</sup> Congrès mondial, mis à l'abri des critiques de l'Exécutif en se déclarant, en toute occasion, en complet accord avec lui.

Que cette passivité ait donné lieu à des abus, il suffit pour s'en persuader de considérer le passé récent. Une discussion particulière à notre section russe a été, par l'Exécutif lui-même, étendue à l'Internationale tout entière, abstraction faite des conditions concrètes qui l'avaient suscitée en Russie; et toutes les sections ont été mises dans l'alternative de se prononcer dans le sens désiré par l'Exécutif ou de se prononcer contre "l'Internationale". "L'Internationale le veut", c'est au nom de cette formule impérative que le vote a été emporté dans les sections de l'I.C. et que, en plus d'un cas, des minorités de la veille sont devenues majorités.

Le rôle de l'Internationale doit être d'aider les partis à penser et à agir à la fois nationalement et internationalement, de susciter leurs initiatives, leurs suggestions, leurs critiques, de coordonner leurs efforts, de prévenir enfin et d'enrayer s'il le faut leurs infractions à la ligne doctrinale et tactique définie par l'Internationale.

Il n'est pas niable que, depuis le IV<sup>e</sup> Congrès mondial, l'I.C. a perdu de sa puissance attractive et de son rayonnement. Cela ne vient pas seulement de ce que l'Exécutif s'est trompé dans son appréciation des situations nationales, dans le choix qu'il a fait de tels ou tels hommes, dans l'opportunité de ses interventions. Cela résulte surtout du manque d'esprit de suite qui apparaît dans sa ligne politique et dans sa tactique. Les grands mots d'ordre des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès - conquête de la majorité, front prolétarien unique, gouvernement ouvrier - mots d'ordre léninistes, avaient rassemblé autour de l'Internationale toutes les forces vives du prolétariat. L'abandon de ces mots d'ordre par le V<sup>e</sup> Congrès est la cause certaine de la désaffection qui se constate aujourd'hui.

Le V<sup>e</sup> Congrès leur a substitué, en fait, le mot d'ordre de la bolchevisation; et la bolchevisation a été, la plupart du temps, interprétée dans le sens de sectarisation. Des crises s'en sont suivies dans de nombreuses sections nationales qui appellent des remèdes sérieux. Le retour, non pas en paroles, mais en fait, à l'esprit du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> Congrès s'impose à l'Internationale si elle ne veut pas rompre immédiatement avec les masses.

### ***La tactique du Parti***

La conquête de l'organisation des masses par le Parti communiste reste plus que jamais nécessaire.

La conquête des masses n'est possible que si le parti transporte au sein des masses le centre de son action. Sans attendre que les masses viennent à lui, il doit aller aux masses. Il doit vivre de la vie profonde du prolétariat, éveiller ses besoins, sa conscience, susciter ses revendications; et, sans s'abstenir de signaler l'insuffisance de toutes revendications partielles qui laissent subsister la domination capitaliste, il doit lutter au premier rang pour ces revendications. Sous le masque des revendications immédiates et partielles, c'est la revendication suprême, c'est la révolution elle-même qui se cache. La lutte pour le morceau de pain de la classe ouvrière est le fondement de la lutte de classes; elle est, au premier chef, révolutionnaire. Le Parti qui l'oublie n'est pas un parti de masses, ne comprend rien à l'action de masses: c'est une secte insignifiante et stérile.

Le parti communiste est, avant tout, le Parti du prolétariat; il n'est pas autre chose que le prolétariat lui-même ayant pris conscience de sa mission historique et résolu à l'accomplir. Mais, en même temps, il est le porte-drapeau de tous les opprimés, de tous les exploités, de tous les déshérités, même s'ils ne sont pas socialement des prolétaires.

En luttant contre la domination du capital, ce n'est pas seulement pour le prolétariat qu'il lutte, c'est pour tous ceux qui ont à souffrir de cette domination. Ainsi, il lie au prolétariat, seule classe révolutionnaire, les grandes masses de la population.

Le mot d'ordre du III<sup>e</sup> Congrès mondial "Aux masses !" doit être plus que jamais le mot d'ordre de l'Internationale communiste.

La tactique d'un parti révolutionnaire de masses n'est pas seulement déterminante par le but que poursuit ce parti, mais par les conditions de temps et de lieu dans lesquelles il est placé et par les moyens d'action dont il dispose.

La propagande et l'agitation au sein de toutes les couches de la population qui souffrent de la domination capitaliste sont la tâche primordiale du Parti communiste. Il faut familiariser les masses avec le programme communiste, avec les mots d'ordre, les méthodes et les buts du communisme. L'idée de la dictature du prolétariat doit pénétrer partout. La formation technique d'équipes d'agitateurs et de propagandistes est la première condition de la conquête des masses. Il faut multiplier les écoles du Parti. Il importe toutefois de considérer que le marxisme révolutionnaire n'est pas un système immobile de vérités toutes faites qu'il suffit d'apprendre par cœur mais la méthode à l'aide de laquelle on interprète une réalité toujours changeante.

C'est naturellement dans le prolétariat, seule classe révolutionnaire, que le Parti communiste développe avant tout ses forces d'agitation et de propagande. Mais en face du capitalisme, le prolétariat n'est pas seul. La petite bourgeoisie des villes, la paysannerie, les populations coloniales, les soldats, les intellectuels, sont pour lui des alliés possibles. A toutes ces catégories sociales, le Parti communiste a quelque chose à dire. Pour être compris d'elles, il devra s'initier à leurs conditions d'existence, à leurs besoins, à leurs aspirations, voire à leurs préjugés, il s'assignera pour objectif le ralliement des classes moyennes autour du prolétariat dont la libération peut, seule, les libérer.

Ni la propagande, ni l'agitation ne suffisent à distinguer le Parti communiste d'un groupement sectaire. Ce qui caractérise le Parti, c'est son constant souci d'organiser les masses et de les lancer dans l'action.

Le Parti communiste doit s'efforcer d'organiser les masses dans tous les domaines; sur le terrain politique dans le Parti; sur le terrain économique dans les syndicats, sur le terrain coopératif, etc...

Toutes les formes d'organisation doivent être simultanément utilisées. L'action des masses n'est réalisable que sur la base d'organisations ouvrières puissantes, animées d'esprit communiste.

Cette action des masses, on ne la décrète pas d'en haut, elle naît presque toujours spontanément, sous la pression des besoins d'en bas. C'est en participant activement à l'action directe des masses que le parti communiste pourra prétendre les influencer. Il n'y a pas de mouvement ouvrier, pas de mouvement populaire, si humble qu'il soit, qui ne puisse, sous l'impulsion du parti, revêtir un caractère conscient de lutte de classes. Toutes les revendications partielles portent en germe la Révolution; il appartient aux communistes de dégager ce germe et de le féconder. L'idée du contrôle ouvrier est au fond de toutes les grèves, l'idée du gouvernement ouvrier au fond de toutes les élections. En luttant au premier rang pour les revendications immédiates du prolétariat, sans se préoccuper de ce qu'elles peuvent avoir de limité et de temporaire, le Parti communiste gagne la confiance des masses qui s'habituent à voir en lui leur porte-parole et leur défenseur attitré.

L'action des classes est entravé depuis la guerre par la désunion de la classe ouvrière, par sa séparation en organisations économiques rivales.

L'Unité Syndicale, là où elle n'existe pas, est le grand but prochain auquel tend le parti communiste. Aussi fait-il sien le mot d'ordre lancé par la C.G.T.U. d'un Congrès interconfédéral d'unité à tenir avant l'automne. Au cas où ce Congrès n'aboutirait pas, la question de l'Unité resterait posée et d'autres moyens devraient être envisagés. Dès maintenant, il faut renforcer au sein de la vieille C.G.T. la gauche unitaire. Les polémiques contre les personnes, qui perpétuent les désaccords et éloignent les possibilités d'union, doivent être résolument écartées.

Le mot d'ordre de l'Unité Syndicale doit apparaître comme une nécessité de la classe et non comme une manœuvre du parti. D'autre part, l'Unité est une œuvre difficile qui exige des efforts persévérants: il faudra de la ténacité; il faudra aussi se garder des entraînements de la panique qui sacrifierait à une apparence d'unité l'existence de la C.G.T.U.

La tactique du front unique jouera dans le rétablissement de l'Unité Syndicale un rôle préparatoire décisif. En amenant les travailleurs à s'unir en vue d'objectifs précis, sans distinction de tendance ni d'organisation, le front unique les accoutume à se considérer comme les membres d'une même classe et les amènera bientôt à briser les obstacles qui s'opposent à l'Unité Syndicale. Mais le front unique, sur le terrain économique, n'est pas tout le front unique. Le front unique politique est également nécessaire. Il l'était en 1922, quand le mot d'ordre en fut lancé par l'Internationale à la suite du III<sup>e</sup> Congrès. Le IV<sup>e</sup> Congrès en avait fait une règle pour tous les Partis communistes. Sous la pression des adversaires allemands du front unique, celui-ci a été *en fait* abandonné de plus en plus comme une faute dont l'Internationale toute entière fait les frais. Pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, pour la lutte contre le fascisme, le front unique est nécessaire. Il apparaît comme la tactique de classe la mieux appropriée. S'il n'a pas donné dans le passé tout ce qu'on pouvait en attendre, c'est qu'il n'a jamais été effectivement appliqué. Le Parti français, notamment, a trop souvent paru croire que le front unique n'était qu'un stratagème subalterne, une ruse de guerre, dont d'ailleurs on annulait l'effet en en révélant d'avance le secret. Le front unique n'est pas une feinte ni un piège. Si le Parti le propose, c'est honnêtement et loyalement. Le front unique a une valeur en soi. Son but n'est pas seulement de démasquer les traîtres et les tièdes, son but est de réunir, en des conditions temporaires, pour des objectifs limités, toutes les forces du prolétariat.

Le front unique "*uniquement avec les masses*", tel que l'a préconisé le V<sup>e</sup> Congrès, équivaut à l'abandon du front unique: ce n'est pas autre chose que la formule dont se servaient les adversaires du principe de l'unité de front. Le front unique résulte non seulement d'appels directs à la conscience des masses, *mais de négociations avec des chefs qui ont des masses avec eux*. Le front unique "*uniquement avec les masses*" n'est pas le front unique, c'est ce que tentent chaque jour l'agitation et la propagande communiste. Et c'est parce que cette tentative se heurte à l'existence et à la résistance des autres partis groupant des ouvriers qu'en certaines circonstances le P.C. doit préconiser l'alliance de tous les prolétaires.

De même que la tactique du front unique, et sous la même pression des éléments gauchistes battus aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan a été abandonné *en fait* par le V<sup>e</sup> Congrès. Ce fut également une faute, et il importe de la réparer au plus tôt. Si le gouvernement ouvrier n'était pas autre chose qu'un pseudonyme transparent de la dictature du prolétariat, on aurait raison de l'abandonner. Mais, en réalité, le gouvernement ouvrier a une autre signification. Il est une étape sur la route qui mène à la dictature. Il indique qu'entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat *la transition ne sera pas nécessairement soudaine, que la lutte pour le pouvoir inversera les phases intermédiaires*. En tant que mot d'ordre d'agitation et de propagande, il facilite l'entente, le front unique dans l'action de tous les ouvriers.

Le gouvernement ouvrier n'est donc pas une adaptation opportuniste et comme un reniement de la dictature du prolétariat. Les communistes savent que, seule, la dictature sera en mesure d'écraser la contre-révolution: mais tant que la majorité du prolétariat ne sera pas acquise au point de vue communiste, ils se déclarent prêts à soutenir un gouvernement ouvrier et à y *participer* sous certaines conditions.

Le mot d'ordre de la bolchevisation, lancé par le V<sup>e</sup> Congrès, a donné lieu à de graves malentendus. Une fraction s'en est emparée comme d'une arme contre ses adversaires. La bolchevisation est devenue un moyen de gouvernement. Au nom de la bolchevisation, on prétend imposer au Parti français l'imitation mécanique et servile du Parti russe. On a banni toute liberté de pensée et d'expression, toute critique, toute initiative. On a fait prédominer les questions de tactique. Il apparaît de plus en plus que le mot d'ordre de l'I.C., *d'ailleurs obscur en lui-même*, a été aussi mal compris qu'appliqué. Un Parti communiste ne se crée pas de toutes pièces par la rigueur d'une "discipline de fer", mais il se forge dans la lutte. Bolcheviser le Parti, c'est le rendre apte à jouer son rôle de Parti communiste de masses et non le rapetisser aux dimensions d'une secte; bolcheviser le parti c'est lui donner conscience de sa mission historique, c'est le mettre à même de comprendre et d'appliquer les mots d'ordre du III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès.

Une attention toute particulière doit être donnée dans notre Parti au travail colonial.

Les socialistes avaient coutume de considérer la question coloniale d'un point de vue humanitaire.

Les communistes ont une autre conception: pour eux, la question coloniale prend une très grande importance. Le Parti communiste pense que les peuples opprimés sont les alliés naturels du prolétariat. Tous les coups portés à l'impérialisme par les mouvements coloniaux viennent renforcer le prolétariat dans sa lutte.

La question coloniale exige une étude objective et sérieuse des conditions propres à chaque colonie. Cette étude, primordiale de l'action communiste, n'a pas été faite jusqu'à ce jour. Le Parti communiste doit l'entreprendre sans tarder.

Une thèse sur la question coloniale complètera par la suite ces observations préliminaires.

Le parti communiste a devant lui, en France, les perspectives les plus hautes. Dès maintenant les circonstances lui sont très favorables; il ne lui manque que de savoir les utiliser. Les erreurs et les fautes imputables à une Direction insuffisante n'auront, malgré tout, qu'un temps.

Elles seront redressées par les militants des organisations de base à la conscience révolutionnaire desquelles on n'en appelle jamais en vain.